

EN PARTENARIAT AVEC LE PORTUGAIS BES ET LE MULTINATIONAL SWICORP

La BEA crée une société de leasing

La Banque Extérieure d'Algérie (BEA) va signer, dans les prochains jours, un pacte d'actionariat pour la création d'une société de leasing en partenariat avec le groupe bancaire portugais Banco Espírito Santo (BES) et le fonds d'investissement multinational Swicorp, a indiqué, hier, à l'APS, son Président-directeur général, Mohamed Loukal. Baptisée "Ijar Leasing Algérie", cette société sera dotée d'un capital de 3,5 milliards de dinars, qui sera détenu à hauteur de 59% par la BEA, de 35% par BES et de 6% par Swicorp. La répartition du capital de la société a été élaborée en conformité avec les nouvelles mesures sur l'investissement étranger qui accordent à la partie algérienne une part majoritaire de pas moins de 51% dans les projets d'investissements en partenariat, rappelle-t-on. La BEA envisage de céder, plus tard, une partie de son capital aux investisseurs algériens, avance le même responsable. Cette future société, précise M. Loukal, «fournira des produits et services de crédit bail à des entreprises résidentes en Algérie, algériennes ou étrangères, notamment à des PME/PMI de différents secteurs, en application des nouvelles orientations des pouvoirs publics en matière de financement des entreprises». Ces services comprennent essentiellement l'acquisition de l'immobilier professionnel, la fourniture d'équipements et matériels roulants ainsi que les différents équipements et matériels de production.

Quant aux partenaires de sa banque, M. Loukal explique que la BES est la seconde plus grande institution financière privée au Portugal en termes d'actifs nets, disposant d'une branche importante de crédit bail dans son pays. La signature prochaine de ce pacte d'actionariat constitue la dernière étape avant la présentation de la demande d'agrément auprès du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC). Selon les termes du partenariat, la BES apportera son expertise technique en matière de leasing et s'engage à ramener des collaborateurs expérimentés pour s'impliquer dans les domaines de marketing, juridique, la mise en place du système d'information et la formation.

Quant au fonds Swicorp, qui gère plusieurs fonds d'investissements, il aura le rôle de prendre des participations dans des sociétés existantes ou en voie de création. Selon M. Loukal, la Banque africaine de développement (BAD) a donné son accord de principe pour co-financer la formation du personnel de la BEA aux métiers de leasing.

C. K.

ABDELKRIM BOUDRA, PRÉSIDENT DU CARE AU MIDI LIBRE

«Les grands projets améliorent le savoir-faire»

Confrontée à la rude concurrence et à l'âpre compétitivité des entreprises étrangères, l'entreprise algérienne doit non seulement mettre à niveau, mais également produire suivant les normes et les standards internationaux. Ainsi, elle est astreinte à se doter d'un système de management et de marketing en mesure de lui permettre de fabriquer des produits de qualité. Aussi, les entreprises nationales, tant publiques que privées, sont également contraintes de développer des activités d'exploration sachant que le marché local sera inondé par les produits des pays des zones de libre-échange (Zone arabe de libre-échange, union européenne...). Ce qui va pénaliser les PME algériennes non

ENTRETIEN RÉALISÉ
PAR AMAR AOUIMER

Le Midi Libre : Quel est le rôle exact du CARE dans la promotion de l'entreprise algérienne dans le contexte international caractérisé par la crise économique et financière ?

Abdelkrim Boudra : Il s'agit de permettre aux économistes, aux chefs d'entreprise et aux représentants des pouvoirs publics de débattre d'un certain nombre de questions portant sur la croissance économique en Algérie. Cela s'explique par le fait qu'il y ait différents acteurs qui interviennent sur des parties un peu partielles portant sur des problèmes économiques que nous rencontrons aujourd'hui. Et le CARE souhaite aller un peu au-delà.

L'Algérie a besoin d'une croissance durable. Quand on parle de croissance, il y a plusieurs données qu'il faut croiser en même temps. Sur le plan macroéconomique, il n'y a pas que des importations, il y a des exportations, la balance commerciale, la balance des paiements et la balance des services. Il faut également regarder comment évoluent les prix de l'énergie à moyen et long terme, quelles sont les mutations technologiques, qu'est-ce qu'on veut de nos partenaires étrangers. Toutes ces questions, il faut les mettre ensemble. Dans le deuxième temps, sur le plan microéconomique, nous devons savoir qu'elles sont les véritables acteurs et quels sont les véritables moteurs de la croissance.

Parmi les pouvoirs publics, les banques et les chefs d'entreprise et les associations nous devons déterminer le rôle de chacun de ces acteurs. Il s'agit de savoir dans ce cadre si par hasard on ne fait pas fausse route, quand on ressent certains conflits quelque part.

Quels sont, d'après-vous, les principaux acteurs de la croissance économique ?

Ce qui doit être un acteur majeur, ce sont forcément les pouvoirs publics. Nous avons besoin d'un Etat fort pour ne pas se tromper de cible. Que signifie un Etat fort dans un contexte de mondialisation ?

Il faudrait qu'on en discute. L'entreprise publique ou privée constitue aussi un acteur majeur de la croissance. Concrètement, qu'est-ce qu'on est en train de faire pour promouvoir le rôle de chacun concernant notamment l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Il y a aussi un troisième acteur, c'est la petite et moyenne entreprise. Ce sont les principaux acteurs à côté des acteurs que vous connaissez comme les

banques, les entreprises et les organisations. D'un autre côté, nous avons aujourd'hui un plan d'investissement qui consiste en la réalisation d'infrastructures qui est très important. Il y a eu tout un débat macroéconomique. Mais il est temps de faire le bilan pour tirer profit de ce grand plan.

Nous sommes contents de savoir que les institutions de la République sont en train de faire des constats et d'apporter des correctifs. Modestement, nous tentons d'apporter, à travers des chercheurs, une petite réponse aussi à toutes ces questions là. Dans tous les cas de figure, nous avons besoin de plusieurs moteurs. Il faut seulement définir le rôle de chacun.

Quelle est votre appréciation de la nouvelle politique de l'Etat portant sur la relance de la production nationale et de la restriction des importations ?

Globalement, il y a eu beaucoup de choses qui ont été dites sur cette question là. Ce qui nous intéresse, nous, au niveau du CARE, c'est d'aller un peu au-delà des constats des chefs d'entreprise. Nous ne sommes pas des représentants des entreprises. Nous sommes incapables pour dire ce que pensent les entreprises. Nous sommes un espace de réflexion. Ce qui nous intéresse de dire, il faut qu'on regarde ces mesures dans le temps. C'est à dire ce qu'elles vont apporter dans le temps. Il y a plusieurs scénarios possibles que nous avons évoqués dans un écrit qui a été publié. Il y a plusieurs possibilités donc. Cela peut être bénéfique comme cela peut entraîner aussi des blocages. Cela peut aussi nous pousser à revoir un certain nombre de nos comportements. C'est vraiment une lecture ouverte.

Ce qu'il faut faire aujourd'hui, c'est de donner un contenu à tout cela. Parce que les intentions sont bonnes. C'est au niveau des mesures qu'il faut apporter des correctifs. Il y a beaucoup de choses qui sont totalement inefficaces.

Par exemple ?

Ce qui est inefficace se rapporte à toutes les contraintes qui ont été, d'ailleurs, levées immédiatement par les pouvoirs publics. Il s'agit, par exemple, des impositions faites aux chefs d'entreprise de se présenter.

Nous sommes en train de voir un peu plus clairement concernant la répartition du capital entre les partenaires étrangers et algériens mais, en même temps, il faut qu'on aille au-delà des considérations financières. Nous n'attendons pas de nos partenaires seulement un rendement financier mais, surtout, un apport en compétences et

encore aguerries à la fonction d'exportation. Mais, cependant, avec la politique nationale en matière de soutien aux PME ayant un potentiel à l'exportation, notamment l'apport du programme d'Optimexport, de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie et du ministère du Commerce, qui vont apporter une aide financière conséquente à plus de 44 entreprises sélectionnées, les PME algériennes peuvent trouver des créneaux sur le marché international afin de commercialiser leurs produits, notamment, pour ce qui est des produits agroalimentaires. Autant de point qu'a développé le président du cercle et de réflexion sur l'entreprise (Care) qui a accordé une interview au Midi Libre.



Abdelkrim Boudra.

technologies. Il faudrait qu'on sache aussi mesurer tout cela. Surtout que l'Algérie aujourd'hui n'a pas de problèmes de ressources financières, mais un problème de savoir-faire et de management. Il faudrait qu'on ait les moyens de ramener des partenaires dans ce sens. Il faut donc aller au-delà de cette cristallisation autour des problèmes. Je pense que nous avons dépassé la vague.

Est-ce que le financement public des grands projets d'infrastructure est en mesure de relancer la croissance ?

L'Etat, à travers les institutions, a affirmé une volonté importante. Il faut peut-être aujourd'hui demander à nos amis macroéconomistes de nous dire ce qu'ils pensent de l'efficacité de cette dépense. L'intérêt de la dépense est indispensable. L'Algérie a besoin d'infrastructures et de booster son marché à travers cela. Il y a un effet multiplicateur. Aujourd'hui, les entreprises travaillent, mais nous ne profitons pas beaucoup. Il n'y a pas beaucoup d'entreprises concernées par ces grands projets pour de multiples raisons. Eventuellement, elles n'ont pas un certain savoir-faire ; ce qui est important, c'est de dire comment faire. Il s'agit de savoir comment les entreprises algériennes doivent faire pour tirer profit de ces projets. Il existe peut-être des projets surdimensionnés dont l'accès est difficile pour les entreprises algériennes. Seules les autorités concernées et les analyses faites peuvent nous dire si certaines dépenses ne sont pas utiles au-delà de ce qu'elles doivent être. Sincèrement, nous n'avons pas de réponses à cette question. Notre rôle à tous, notamment les associations patronales, consiste à faire des propositions concrètes concernant les modalités pour que les entreprises profitent un peu mieux dans le cadre d'une stratégie synchronisée. C'est le défi à relever par tout le monde.

A. A.